

Réunion publique dans le cadre du Grand débat

13/02 - 20h30

La réunion débute en présence d'une trentaine de citoyens.

Laurence Théry, Maire du Touvet, et Adrian Raffin, conseiller municipal délégué à la concertation, précisent le cadre de cette rencontre qui répond à plusieurs demandes d'habitants de la commune d'un temps d'échange dans le cadre du Grand débat. Ils rappellent que dans le cadre de ce Grand débat, les élus locaux doivent adopter une posture d'écoute pour pouvoir se faire le relai des remarques et propositions des citoyens.

Ils laissent le choix du format aux participants qui souhaitent travailler en plénière et engager librement la discussion.

- Echanges introductifs

Avant d'engager les échanges dans le cadre des quatre thématiques proposées par l'organisation du Grand débat, plusieurs participants souhaitent faire part de leurs interrogations sur la méthode de traitement de l'ensemble des retours de ces réunions organisées partout en France. Ils s'interrogent également sur l'utilité de ces échanges et les suites concrètes qui seront données par le Gouvernement.

Certains s'inquiètent de l'inutilité de ce Grand débat car le Gouvernement a déjà annoncé vouloir garder le même cap. Ils pensent donc que leurs avis ne seront pas pris en compte. D'autres espèrent que si des idées fortes émergent, elles seront prises en compte.

Pour autant, les citoyens présents s'accordent à dire que se tenir à l'écart du débat est une erreur. Ils pensent que ces temps d'échange sont nécessaires dans notre vie démocratique.

Pour plusieurs participants, ces débats devraient être organisés par les Députés. Ils estiment que le rôle des Députés est de sillonner leurs circonscriptions pour faire remonter les remarques, souhaits et propositions des citoyens.

Certains estiment au contraire que les citoyens doivent aussi être moteurs du débat démocratique sans forcément attendre que leurs représentants soient à l'initiative.

- Fiscalité et dépenses publiques

Un participant estime qu'il est contradictoire de vouloir une politique sociale forte tout en voulant maîtriser les déficits. Il prend l'exemple de l'augmentation du SMIC qui est selon lui impossible.

Il estime également contradictoire de se plaindre principalement de l'impôt sur le revenu alors que ce n'est pas l'impôt le plus injuste. Les plus injustes étant la TVA et la CSG. **Proposition : des participants reprennent à leur compte la proposition de Thomas Piketty de rendre la CSG progressive comme l'impôt sur le revenu, ce qui modifierait totalement la charge de cet impôt.**

Il précise que la suppression de l'ISF, qui est selon lui un scandale moral, ne représente finalement qu'une petite somme au regard des autres impôts et taxes.

D'une manière générale, les impôts indirects sont pour lui les plus injustes et pourtant ceux auxquels les gens ne réagissent généralement pas. La crise des Gilets jaunes est pour lui la première qui parte d'une réaction des citoyens à un impôt indirect.

Plusieurs participants expriment leur rejet de la flat-tax.

La question de l'imposition des GAFAs est abordée par les participants. Ils s'inquiètent qu'aucun accord européen ne soit trouvé sur l'imposition des GAFAs, car ils pensent que la France ne pourra pas avancer

seule sur ce sujet. **Proposition : les participants s'accordent sur la nécessité de faire pression sur les GAFAs pour qu'ils paient leurs impôts en France étant donnés les montants concernés. Ils proposent de les menacer de boycotte pour faire pression.**

Si certains proposent d'augmenter les taux de taxation des hauts revenus, d'autres expriment leur souhait que les impôts ne stigmatisent pas les plus riches. **Proposition : plutôt que de supprimer l'ISF, des participants proposent que les gros revenus soient incités à investir dans l'industrie sur un modèle de crédits d'impôts.**

Des participants insistent sur la nécessité de simplifier le système fiscal.

Des participants regrettent les injustices fiscales et les injustices de revenus qui continuent d'augmenter.

Un participant s'inquiète de l'absence d'une politique de développement agricole et industriel. Il pointe aussi les difficultés que pose l'absence de convergence fiscale et sociale en Europe qui crée une concurrence déloyale entre les États, notamment en matière d'agriculture et d'industrie. Il souhaiterait le retour des taxes à la frontière en attendant la convergence.

Il s'inquiète également des suicides dans le monde agricole et dans l'industrie.

Proposition : le souhait d'une harmonisation sociale et fiscale en Europe est partagé par plusieurs participants.

Le sentiment d'une absence de politique industrielle efficace est également partagé par plusieurs participants.

Un citoyen pense que la seule manière d'être compétitif dans l'industrie c'est l'automatisation, qui entraîne cependant des pertes d'emplois, notamment des emplois non qualifiés, car les grosses entreprises n'embauchent plus de personnes non-diplômées. **Proposition : renforcer la formation professionnelle, l'apprentissage, augmenter le niveau des formations sur le savoir-faire et la technicité.**

Pour un participant, toutes les métropoles françaises qui ont tenté de maintenir l'économie productive sur leur territoire ont échoué et connaissent une baisse d'activité économique. Au contraire, celles qui ont pris le virage de l'économie présente ont quant à elles réussi à maintenir ou faire progresser l'activité économique sur leur territoire.

Pour une participante, la plupart des problèmes rencontrés sont liés au fondement de l'économie libérale. Elle rejette l'économie de marché qui est selon elle entre les mains de technocrates. Elle propose la suppression de l'ENA qui forme des dirigeants déconnectés de « l'humain », qui ne pensent que par le prisme de la concurrence et de la domination de l'homme par l'homme. Cette proposition ne recueille pas une majorité de soutiens au sein de l'assistance, notamment parce que de nombreux autres pays n'ont pas de formations équivalentes à l'ENA et rencontrent des problèmes identiques à la France. Cependant, l'idée que les dirigeants doivent avoir été en contact de la réalité du terrain est partagée. **Proposition : former les futurs dirigeants sur le terrain, qu'ils aient des expériences à des postes opérationnels.**

Un participant pense qu'on ne reviendra pas sur notre système économique complètement ouvert, notamment du fait du développement des technologies de l'information qui accentuent toujours cette ouverture.

La question de la régulation du monde économique pour le mettre au service de l'humain est posée. Elle nécessite pour certains de former différemment les décideurs et de mettre la responsabilité sociale au cœur du modèle des entreprises en redéfinissant leur but.

La disproportion des revenus est également pointée par des participants comme une des raisons du sentiment d'injustice de nombreux citoyens. **Proposition : Réglementer plus durement l'attribution des dividendes - Créer des mécanismes fiscaux de réinvestissement - Interdire les parachutes dorés.**

La situation des sportifs de haut-niveau et des artistes est également abordée. **Proposition : les sportifs qui défendent les couleurs de la France, comme les artistes qui font leur carrière dans notre pays, doivent être domiciliés fiscalement en France.**

- **Démocratie et citoyenneté**

Un participant pointe le manque de représentation de la diversité en France, contrairement à d'autres pays comme l'Allemagne. L'exemple de l'évolution positive de la parité dans de nombreux domaines est pris pour justifier la nécessité d'encourager la diversité par la loi. **Proposition : Pour aller vers plus de diversité, encourager la formation de tous à des niveaux équivalents.**

Le manque de reconnaissance de l'engagement des bénévoles est également regretté. **Proposition : Créer une journée du bénévolat.**

Sur la question du cumul des mandats, les participants s'accordent sur le fait qu'il ne faut pas revenir sur son interdiction.

La volonté de moderniser notre système politique est partagée par tous. **Proposition : Tirage au sort d'un pourcentage de députés parmi des citoyens volontaires pour une meilleure représentativité.** La question de l'obligation de siéger ne fait pas l'unanimité.

Des participants s'accordent sur le fait que tout le monde ne peut pas diriger mais qu'il est important que les citoyens puissent contrôler leurs dirigeants. **Propositions : Renforcer la fonction de surveillance et de contrôle des citoyens - Rendre lisibles les données publiques des administrations - Donner plus de pouvoir à la Cour des comptes - Systématiser l'évaluation de l'application d'un programme sur quelques critères clefs par une autorité indépendante.**

Des participants saluent la qualité du travail de la Cour des comptes et souhaiteraient que ses conclusions soient appliquées.

La question des lanceurs d'alertes est abordée. **Proposition : Redéfinir le cadre dans lequel les lanceurs d'alerte peuvent intervenir et mieux les protéger.**

Des participants souhaiteraient que les ONG soient plus intégrées dans le jeu démocratique. **Proposition : Donner un pouvoir de décision aux ONG en fonction de plusieurs critères (leur représentativité, la clarté de leur financement...).** Un intervenant est contre cette proposition : pour que les ONG soient libres, il faut qu'elles ne soient pas intégrées au système politique.

Des participants s'accordent sur la volonté de plus de référendums, notamment au niveau local. **Proposition : Pour certaines décisions et pour des niveaux locaux, mettre en place des référendums sur le modèle des « votations » Suisses. Le référendum sur des questions nationales ne fait pas l'unanimité auprès des personnes présentes, contrairement à l'organisation de référendums au niveau local.**

Un participant souhaiterait que la culture du débat soit plus présente dans notre société. D'autres estiment que la formation au débat est déjà présente dans les programmes scolaires.

La question de l'anonymat sur internet est abordée. **Proposition : trouver des moyens pour mettre fin à l'anonymat sur internet pour éviter les dérives (harcèlement,...).**

Un participant trouve que la représentation de l'opposition municipale est trop faible dans le système électoral actuel qui fonctionne par une prime de 50%, il souhaiterait que ce système évolue. Cette proposition ne fait pas l'unanimité.

Les débats sont clos à 22h30. Rendez-vous est donné lundi 25 février à 20h30 dans la salle du Conseil municipal pour poursuivre les échanges sur les deux thèmes restants : la transition écologique et l'organisation de l'Etat et des services publics.

Deux demandes sont faites aux élus à l'issue de la rencontre :

- Faire préparer un flyer pour annoncer cette seconde rencontre, à diffuser le samedi suivant au marché du Touvet. Les flyers sont mis à disposition le samedi matin à l'accueil de la Mairie.
- Inviter la Députée de la circonscription, Catherine Kamowski, à participer à la prochaine rencontre. L'invitation a été transmise à Mme la Députée.